



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 20 mai 2015 — N° 91

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Le Prix « Mérites du français dans les technologies de l'information » décerné à l'Assemblée nationale par l'Office québécois de la langue française.*
- La députée d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle fête ses 10 ans.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Souligner la performance de la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton dans le palmarès des municipalités.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *10^e anniversaire de Développement PME Chaudière-Appalaches.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Dix ans de partenariat de L'Entraide Pont-Viau avec le ministère de l'Immigration.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *125^e anniversaire du Cercle Philharmonique de Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *80 ans du Groupe Anctil à Saint-Denis-de-Brompton.*
- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *Événement « Redonnez à la communauté » du Festivent Ville de Lévis.*
- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner le Défi Persévérance de 106,5 km réalisé par les élèves de l'école Les Trois-Soleils.*
- La députée de Duplessis sur le sujet suivant : *Hommage à madame Anne-Lise Fecteau.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de la Santé et des Services sociaux proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015
Reprise du débat ajourné au nom du député de Beauharnois le 14 mai 2015
Vote reporté le **19 mai 2015**
- 2) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 3) Projet de loi n° 36
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif
Présenté par le ministre des Transports le **12 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 38
Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le ministre des Finances le **18 mars 2015**
- 5) Projet de loi n° 39
Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **14 mai 2015**
- 6) Projet de loi n° 42
Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 15 avril 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 mai 2015**
- 7) Projet de loi n° 44
Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le **5 mai 2015**
- 8) Projet de loi n° 46
Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **14 mai 2015**
- 9) Projet de loi n° 47
Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **13 mai 2015**
- 10) Projet de loi n° 48
Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **13 mai 2015**

Étude détaillée en commission

- 11)** Projet de loi n° 13
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales
Présenté par le ministre des Finances le 4 décembre 2014
Principe adopté le **19 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12)** Projet de loi n° 37
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Principe adopté le **13 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 13)** Projet de loi n° 43
Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 5 mai 2015
Principe adopté le **19 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 14)** Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
Présenté par le ministre de la Justice le 17 février 2015
Principe adopté le 18 mars 2015
Rapport de la Commission des institutions adopté le **14 avril 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 15)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 16)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 18)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 19)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 20)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 21)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 22) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 23) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 24) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 25) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 26) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 27) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 28) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 29) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 30) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

- 31) Projet de loi n° 490**
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 32) Projet de loi n° 204**
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 33) Projet de loi n° 205**
Loi concernant la Ville de Sherbrooke
Présenté par le député de Sherbrooke **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 34) Projet de loi n° 206**
Loi concernant la Ville de Mercier
Présenté par le député de La Prairie **13 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 35) Projet de loi n° 207**
Loi concernant la Ville de Boucherville
Présenté par la députée de Montarville **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 36) Projet de loi n° 208**
Loi concernant la Ville de Saint-Félicien
Présenté par le député de Dubuc **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 37)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 38)** 12 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (AELÉ) (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse, signés le 26 janvier 2008 et en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2009.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

- 39)** 12 mai 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Pérou, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République du Pérou, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Pérou, signés le 29 mai 2008 et en vigueur depuis le 1^{er} août 2009.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

40) 12 mai 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signés le 21 novembre 2008 et en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2011.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

41) 12 mai 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie, signés le 28 juin 2009 et en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2012.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

42) 12 mai 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Panama, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République du Panama, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Panama, signés le 14 mai 2010 et en vigueur depuis le 1^{er} avril 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

43) 12 mai 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, ainsi que l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, signés le 5 novembre 2013 et en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

44) 12 mai 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Corée, signé le 22 septembre 2014 et en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 22 mai 2015.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

45) 19 mai 2015

Motion du député de Chambly :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de s'assurer que les hausses de taxes scolaires pour l'année 2015-2016 soient limitées à l'inflation.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 206**, Loi concernant la Ville de Mercier (mandat confié le 13 mai 2015).
- **Projet de loi n° 207**, Loi concernant la Ville de Boucherville (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 208**, Loi concernant la Ville de Saint-Félicien (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 37**, Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (mandat confié le 13 mai 2015).
- **Projet de loi n° 43**, Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail (mandat confié le 19 mai 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 38**, Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec (mandat confié le 21 avril 2015).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales (mandat confié le 19 mai 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Consultations particulières :

- Projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres (mandat confié le 14 avril 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Richelieu à la ministre responsable des Aînés sur le sujet suivant : *L'impact de l'austérité libérale sur les conditions de vie de nos aînés.* (avis donné le 14 mai 2015).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

53) M. Caire (La Peltrie) – **17 mars 2015**

Au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Selon le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice clos le 30 avril 2014, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a contrevenu à la loi 100, Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette.

L'UQAM a octroyé à 85 cadres des sommes forfaitaires de 352 767 \$ en sus du montant maximal des échelles de traitement prévu par la loi. Le ministère avait alors annoncé à l'UQAM qu'elle devait se conformer à la loi sous peine de s'exposer à une diminution de sa subvention.

Or, l'UQAM a toujours nié avoir contrevenu à la loi malgré l'avertissement du ministère. Est-ce que le ministre de l'Éducation a entrepris des démarches afin de reprendre les sommes versées en trop par l'UQAM?

62) M. Lisée (Rosemont) – **23 avril 2015**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Quelles sommes ont été dépensées en 2014-2015 pour les services aux personnes vivant avec une trisomie 21 et leur famille?

Ventilation par région.

Quelles sommes seront réservées pour ces mêmes services en 2015-2016?

Quelles nouvelles actions ont été entreprises en 2014-2015 pour donner suite à la recommandation formulée par le Commissaire à la santé et au bien-être dans son rapport de 2009 visant à mieux répondre aux besoins et à mieux accompagner les personnes vivant avec une trisomie 21 et leur famille?

Quel est le plan et l'échéancier de la ministre pour améliorer, au cours de son mandat, les services offerts aux personnes vivant avec une trisomie 21 et à leur famille?

Cinq ans après qu'on l'ait annoncé, est-ce que le premier rapport sur la mise en place et l'application du Programme québécois de dépistage prénatal de la trisomie 21 est en cours de réalisation? Si oui, quand sera-t-il rendu public?

Le ministère poursuit-il une vigie sur la question?

63) M. Gaudreault (Jonquière) – **5 mai 2015**

Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

Le 29 mai 2014, le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques annonçait la création, au sein de son secrétariat, d'une équipe ayant le mandat de mieux protéger les renseignements confidentiels des électeurs; cette décision faisait suite aux révélations du quotidien *Le Devoir* concernant les failles dans la protection des données personnelles liées à la liste électorale.

Le ministre avait alors demandé à son ministère de proposer des solutions pour protéger les données confidentielles des électeurs.

- Est-ce que le ministre peut nous détailler la composition de cette équipe?
- Est-ce qu'il peut nous préciser le nombre de rencontres liées à ce mandat ayant été tenues depuis le 29 mai 2014 et, pour chacune, indiquer la date, le lieu, l'objet, l'ordre du jour, et fournir la liste des personnes présentes?
- Peut-il s'engager à déposer à l'Assemblée nationale l'ensemble des recommandations de cette équipe?

64) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **7 mai 2015**

À la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Dans son jugement rendu le 31 mars 2015, l'honorable Kirkland Casgrain de la Cour supérieure soulève le fait que plus de 50 000 demandeurs à l'immigration, à titre de travailleurs qualifiés, sont affectés par la modification réglementaire venue, le 1^{er} août 2013, hausser le niveau de langue nécessaire pour obtenir des points dans la grille de sélection.

Selon le jugement, la requérante, madame Tatiana Stasenko, n'avait que peu de chance de se qualifier à l'immigration si la nouvelle réglementation devait s'appliquer rétroactivement. Le juge a donc décidé que la disposition rétroactive ne devait pas s'appliquer et que la réglementation applicable en avril 2013, soit au moment de sa demande, l'était.

Suivant ce jugement, nous souhaitons connaître le nombre de demandeurs qui ont été affectés par cette modification réglementaire et qui n'ont conséquemment pu obtenir un Certificat de sélection du Québec (CSQ) en raison de son application rétroactive.

Nous souhaitons également connaître le nombre de demandeurs dont le dossier sera réévalué suivant ce jugement, afin qu'ils puissent potentiellement obtenir un CSQ.

Enfin, nous souhaitons connaître le nombre de ressortissants affectés qui ont demandé au ministère un remboursement des droits de 910 \$ exigés dans le cadre de leur demande, ainsi que le nombre de demandeurs qui ont été ou seront remboursés.

- 65) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francis) – **12 mai 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le ministre de l'Agriculture est en voie de revoir les façons de faire dans son ministère dans une optique de simplification. Nous espérons que de telles modifications pourront faciliter la vie à la relève agricole.

Considérant cette révision, est-ce que le ministre est également ouvert à revoir le nombre de permis nécessaires pour exploiter une entreprise dans le milieu agrotouristique? Entend-il simplifier une réglementation qui représente trop souvent un frein à ceux et celles qui voudraient créer une entreprise agrotouristique?

- 66) M. Surprenant (Groulx) – **13 mai 2015**
Au ministre des Transports

Le rapport Sécor-KPMG remis au Secrétariat du Conseil du trésor en juin 2013 portait sur la gestion contractuelle des dépenses supplémentaires associées à des contrats de construction et de services de certains organismes publics québécois, dont le ministère des Transports. Les contrats et dépenses supplémentaires analysés étaient ceux de la période allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2013.

Nous y apprenions que le nombre de contrats avec dépassements de coûts de plus de 10 % a été en hausse sur l'ensemble de la période analysée pour le ministère des Transports et qu'une portion importante de ceux-ci est liée à des facteurs autres que des imprévus sur le chantier. Toujours selon le rapport, les facteurs justificatifs représentaient 60 % de la valeur des suppléments analysés, et menaient à des avenants « évitables », liés entre autres choses à des déficiences au niveau de la planification et de la conception des travaux.

Le ministère a-t-il fait une analyse des dépenses supplémentaires depuis le 31 mars 2013 afin de comparer et de suivre leur évolution? Quelle est la proportion, pour 2013-2014 et pour 2014-2015, des avenants évitables tels que définis dans le Rapport Sécor-KPMG?

- 67) M. Surprenant (Groulx) – **13 mai 2015**
Au ministre des Transports

En novembre 2013, la municipalité d'Ormstown a demandé au ministère des Transports qu'un panneau d'arrêt soit installé sur son territoire, à l'intersection jugée dangereuse de la route 138 et de la rue Roy.

Le ministère a refusé d'ajouter un panneau d'arrêt à cette intersection. Environ deux semaines plus tard, le 29 novembre 2013, un accident survenu à cette intersection a causé la mort d'une enfant âgée de 2 mois. Le rapport du coroner rendu public hier conclut qu'il faut réaménager cette intersection afin de la rendre plus sécuritaire.

Le ministère des Transports a refusé de répondre aux questions liées à son refus d'ajouter un panneau d'arrêt à cette intersection. Le ministre des Transports peut-il nous expliquer quels sont les motifs exacts qui justifient la décision de son ministère de ne pas avoir accepté cette demande de la municipalité d'installer un panneau d'arrêt à cette intersection? Le ministère considérerait-il cette intersection comme étant dangereuse?

- 68) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francis) – **13 mai 2015**
Au ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation

Il est connu que depuis de nombreuses années les profits de la vente des produits québécois à la Société des alcools du Québec (SAQ) diffèrent. En effet, les cidres québécois vendus par la société d’État obtiennent une redevance supérieure aux vins québécois.

Lors de l’étude des crédits budgétaires du ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation, le ministre responsable nous a informés être au courant de la situation. Lorsque nous avons demandé la raison de cette différence, on nous a répondu, sans trop vouloir s’avancer, que des questions historiques seraient à l’origine de cette situation. On nous a également prêté un document pour tenter de faciliter notre compréhension.

Toutefois, les chiffres remontant à 2002 nous portent à croire que la redevance était équivalente entre les cidres et les vins. C’est pourquoi je demande au ministre de clarifier les motifs qui ont mené à cette différence de pourcentage entre les cidres et les vins. De plus, le ministre peut-il nous expliquer ce qu’il compte faire pour remédier à cette inégalité?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés –
députée de Gouin